

## **ST1. Crise, insécurité sociale et comportements électoraux**

### **ST1. Crisis, social insecurity and electoral behaviour**

Titre de la communication : Base électorale des maires et pauvreté des territoires

Auteurs : Christine Fauvelle-Aymar (Université de Tours) et Abel François (Université de Strasbourg)

Email : [fauvelle@univ-tours.fr](mailto:fauvelle@univ-tours.fr) et [abel.francois@unistra.fr](mailto:abel.francois@unistra.fr)

#### **Résumé**

Cette communication s'intéresse à la base électorale des maires élus en 2014 et étudie dans quelle mesure elle varie en fonction des caractéristiques des communes et plus particulièrement du niveau de pauvreté et d'inégalité de la commune.

La base électorale du maire correspond au pourcentage d'habitants français de plus de 18 ans de la commune ayant voté pour la liste du maire élu. Elle fournit une estimation du poids politique ou de la représentativité du maire au sein de sa commune. Elle est d'autant plus réduite que l'inscription est faible. Elle dépend également du taux de participation et de la marge de victoire de la liste gagnante.

La mobilisation politique est d'autant plus faible que les populations connaissent des problèmes d'insertion socio-économique. Dans le même temps, les travaux sur le vote des classes populaires ne permettent pas de conclure sur la relation entre pauvreté et choix électoraux. Partant, seule l'analyse empirique peut permettre de savoir si les maires des communes pauvres sont mieux ou moins bien élus que ceux des communes les plus riches.

S'il est avéré que la base électorale des maires est plus faible dans les communes les plus pauvres, alors cela implique que dans ces communes une large part de la population ne prend pas part aux décisions concernant l'élaboration des politiques municipales. On peut alors se demander dans quelle mesure ces politiques municipales, en retour, prennent en compte les populations situées hors du jeu politique.

ST1. Crisis, social insecurity and electoral behaviour

Title: Mayors' electoral base and poverty in territories

Auteurs : Christine Fauvelle-Aymar (Université de Tours) et Abel François (Université de Strasbourg)

Email : [fauvelle@univ-tours.fr](mailto:fauvelle@univ-tours.fr) et [abel.francois@unistra.fr](mailto:abel.francois@unistra.fr)

This paper focuses on the electoral base of the mayors elected in 2014 and examines how it varies according to the characteristics of municipalities and in particular the level of poverty and inequality in the municipality.

The electoral base of the mayor corresponds to the percentage of French people over 18 years living in the municipality who voted for the list of the elected mayor. It provides an estimate of the political support or the representativeness of the mayor in his municipality. The electoral base is low when electoral registration is low. It also depends on the participation rate and on the margin of victory of the winning list.

Political mobilization is particularly low among population suffering from socio-economic integration problems. At the same time, researches done on the vote of the lower classes do not provide conclusions on the relationship between poverty and electoral choices. Accordingly, only the empirical analysis can reveal whether mayors of poor municipalities have been well or badly elected compared to those elected in wealthiest municipalities.

If it is found that the electoral base of Mayors is lower in the poorest municipalities, then this implies that in these municipalities a large part of the population does not take part in decisions concerning the development of municipal policies. One may wonder how these municipal policies, in turn, take into account populations located outside the political game.

## **1 Introduction**

Beaucoup de travaux témoignent de l'influence des électorats sur les politiques publiques mises en œuvre ou votées par les élus et représentants. Ainsi, un élu souhaitant accroître ses chances de réélection doit mener une politique publique qui correspond à ses électeurs. De la même manière, un exécutif local se doit, d'un point de vue, électoral, de suivre les préférences de ses administrés. Pour l'élu, la difficulté est de concilier les préférences de son électorat avec ses propres préférences en matière de politiques publiques.

Ce mécanisme de responsabilisation des élus repose sur l'hypothèse qu'il y a similitude entre la population gouvernée et l'électorat de l'élu. En effet, du fait des modes de scrutin, des contraintes d'enregistrement, des niveaux de mobilisation, etc. il existe une dissonance, plus ou moins importante, entre la population administrée et la population qui soutient l'élu. Or très peu d'étude se sont attardées à décrire et à étudier au sein d'une population la proportion d'électeur soutenant l'élu, ou ce qu'on appellera ici la base électorale du maire. La base électorale comprend l'ensemble de la population municipale ayant fait confiance au maire élu, c'est-à-dire la part de la population qui soutient a priori sa politique publique locale. Elle fournit une estimation du poids politique ou de la représentativité du maire au sein de sa commune.

L'objectif de cette communication est d'étudier cette base électorale dans le cas des grandes municipalités françaises. Plus exactement, il s'agit pour nous de décrire la base électorale des maires élus en 2014 mais également d'analyser les facteurs constitutifs de cette base électorale. En d'autres termes, nous cherchons à comprendre pourquoi certain maire dispose d'une assise populaire plus large que d'autres. Pour se faire, nous proposons dans un premier temps de définir ce soutien au travers d'une discussion de la base électorale des maires. Puis nous appliquons la définition aux maires élus en 2014 dans les communes de plus de 5000 habitants. Enfin, nous proposons et testons différents facteurs d'influence de cette base électorale en mettant en avant le niveau de richesse dans la commune ainsi que les niveaux d'inégalité de revenus.

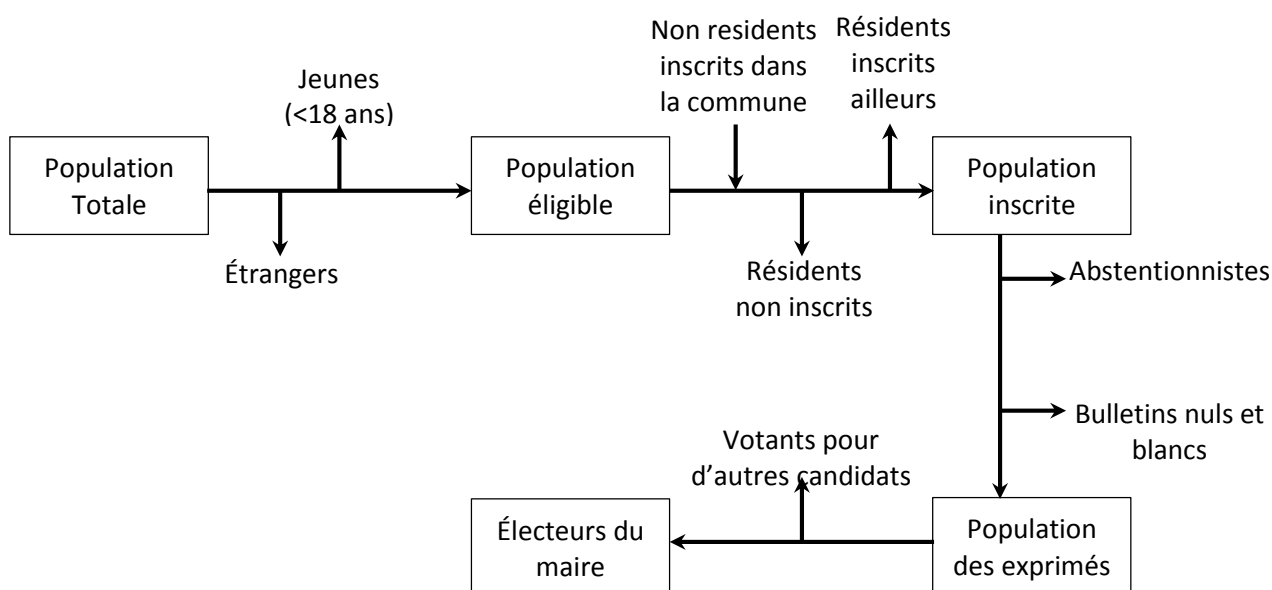
## **2 La définition de la base électorale des maires**

La base électorale correspond à la proportion de la population municipale ayant fait confiance au maire élu, c'est-à-dire la part de la population qui soutient a priori sa politique publique locale. Elle fournit une estimation du poids politique ou de la représentativité du maire au sein de sa commune.

Pour parvenir à définir la base électorale, il faut définir tout d'abord le soutien que le maire obtient mais également la population de référence de la commune. L'objectif de cette section est de présenter en détail les éléments qui figurent dans la définition de la base électorale et, ensuite, d'étudier comment on peut évaluer la base électorale des maires des communes françaises compte tenu des données disponibles.

## 2.1 Le soutien au maire élu

**Figure 1 : Définition des électeurs du maire à partir de la population totale de la commune**



La Figure 1 présente les différentes étapes qui permettent de définir la base électorale d'un maire. On part de la population totale de la commune (celle provenant du recensement INSEE) et on exclut ceux qui ne sont pas autorisés à voter pour des raisons d'âge (population de moins de 18 ans) ou de nationalité<sup>1</sup> (population étrangère)<sup>2</sup>. On obtient la population éligible. Pour obtenir la population des inscrits, il faut ajouter à cette population les non-résidents. Ces derniers comprennent l'ensemble des personnes disposant d'une résidence secondaire dans la commune et qui ont choisi de s'y inscrire comme électeur. Il faut inversement retrancher les résidents qui, disposant d'une résidence secondaire dans une autre commune, ont choisi de s'inscrire sur les listes électorales de cette autre commune ainsi que les étudiants recensés dans la commune mais inscrits dans une autre commune

<sup>1</sup> Comme nous ne disposons pas du détail par nationalité de la population étrangère, en particulier des ressortissants communautaires, nous ne pouvons pas prendre en compte les résidents européens pouvant être inscrits sur les listes électorales.

<sup>2</sup> Les personnes déchues de leurs droits civiques à la suite d'une condamnation ne sont également pas autorisées à s'inscrire sur les listes électorales. Étant donné leur faible nombre et la difficulté à estimer ce nombre au niveau communal, nous ne les intégrons pas à notre analyse.

notamment celle de leur famille. Et enfin, on retranche les résidents de la commune qui ne se sont pas inscrits, par choix ou par contrainte administrative. On obtient ainsi la population inscrite.

Pour passer de la population inscrite à la population des exprimés, il faut retrancher des inscrits l'ensemble de ceux qui n'ont pas voté. On obtient alors la population des votants. Si l'on retranche également l'ensemble des bulletins blancs et nuls, on obtient la population des exprimés.

En écartant l'ensemble de ceux qui se sont exprimés pour des listes autres que celle du maire élu, on obtient l'ensemble des personnes ayant voté pour le maire. Plus précisément, ces voix sont le total des suffrages récoltés par la liste arrivée en tête lors des élections municipales de 2014, que l'élection se soit finie au premier ou au second tour. Si l'élection est achevée avec le premier tour, ce sont les suffrages du premier tour qui constituent l'électorat du maire; si l'élection a nécessité deux tours, ce sont les suffrages du second tour que l'on retient.

C'est à partir de cette population « Electorat du maire » que l'on peut essayer d'estimer la base électorale du maire c'est-à-dire l'importance du soutien dont il dispose au sein de la population.

Plus précisément, la base électorale du maire correspond à la fraction de la population de la commune qui, à l'issue du processus électoral, aura voté en faveur de la liste arrivée en tête et dont sera membre le maire de la commune. La base électorale est donc un ratio entre le nombre de voix reçues par le maire élu (« Electorat du maire » dans la Figure 1) et une mesure de la population de référence de la commune. La question qui se pose maintenant est donc de définir la population de référence à partir de laquelle la base électorale du maire est calculée.

## ***2.2 La population de référence de la base électorale***

Les voix sont le total des suffrages récoltés par la liste arrivée en tête lors des élections municipales de 2014, que l'élection se soit finie au premier ou au second tour<sup>3</sup>. Concernant la population de référence, compte tenu des données existantes, quatre mesures différentes peuvent être retenues : la population totale, la population des plus de 18 ans, la population des plus de 18 ans de nationalité française, et la population des inscrits sur les listes électorales.

Tout d'abord, on peut noter que ces mesures diffèrent quelque peu de celles présentées dans la Figure 1 pour des raisons de disponibilité des données.

Les trois premières mesures sont issues des données 2011 du recensement permanent de la population. Elles ne correspondent donc pas exactement à la population des communes en 2014, année des élections, puisque certains habitants ont pu quitter la commune et d'autres ont pu venir s'y installer. Par ailleurs, dans les données du recensement, ne sont considérés comme habitants de

---

<sup>3</sup> Si l'élection s'est achevée avec le premier tour, ce sont les suffrages du premier tour ; si elle nécessite deux tours, ce sont les suffrages du second tour.

la commune que les résidents principaux. Or, comme cela est présenté sur la Figure 1, les personnes possédant plusieurs résidences, les propriétaires de résidence secondaire et les étudiants, peuvent choisir d'établir leur inscription électorale entre leurs différentes communes de résidence. Enfin, concernant la 3<sup>ème</sup> mesure, la population des français de plus de 18 ans, si nous connaissons le pourcentage d'étrangers résidant sur la commune, nous ne connaissons pas la structure par âge des étrangers habitant les communes. Nous faisons l'hypothèse que la proportion des 18 ans et plus parmi eux est identique à la proportion que l'on trouve pour la population totale de la commune (dont les étrangers constituent une fraction).

Le choix entre ces 4 mesures repose sur différents arguments. Si l'on définit la base électorale du maire en pourcentage des inscrits, on a une mesure « objective » de la base électorale, au sens où il n'est nul besoin de retrancher ou d'ajouter des personnes pour obtenir un indicateur plus précis. Considérer la seule population des inscrits conduit également à envisager une mesure du poids électoral des maires cohérente avec celle utilisée pour juger des victoires ou défaites des maires. Cependant, la population des inscrits étant loin, pour les raisons avancées plus haut, de représenter la population des personnes éligibles au vote et plus généralement la population concernée par la politique municipale. Cette définition de la base électorale risque de surévaluer parfois fortement la base électorale du maire. Or, si, effectivement, seuls les inscrits ont électoralement voix au chapitre et peuvent exprimer leurs opinions concernant les politiques publiques locales, ces dernières concernent l'ensemble de la population vivant sur le territoire de la commune. Il semble donc plus pertinent de retenir comme base de référence pour mesurer la base électorale l'ensemble de la population de la commune.

Nous avons donc choisi de retenir comme définition de la base électorale, le nombre de suffrages obtenus par le maire rapporté à la population totale, de tout âge, de nationalité française et étrangère, résidant dans la commune.

### ***3 La base électorale des maires élus en 2014***

La base électorale des maires a été calculée pour l'ensemble des communes françaises de plus de 1000 habitants, soit 9585 communes pour les élections municipales de 2014. Nous présentons la base électorale selon la population de référence utilisée (tableau 1) : la population totale, la population des plus de 18 ans, la population pouvant votée et la population inscrite. En toute logique, la base électorale du maire augmente avec la réduction de la population de référence. En moyenne, elle augmente de 10 points de pourcentage de 31% à 41%. Si l'on retient la population totale comme référence, nous constatons que les maires élus en 2014 l'ont été par moins d'un tiers

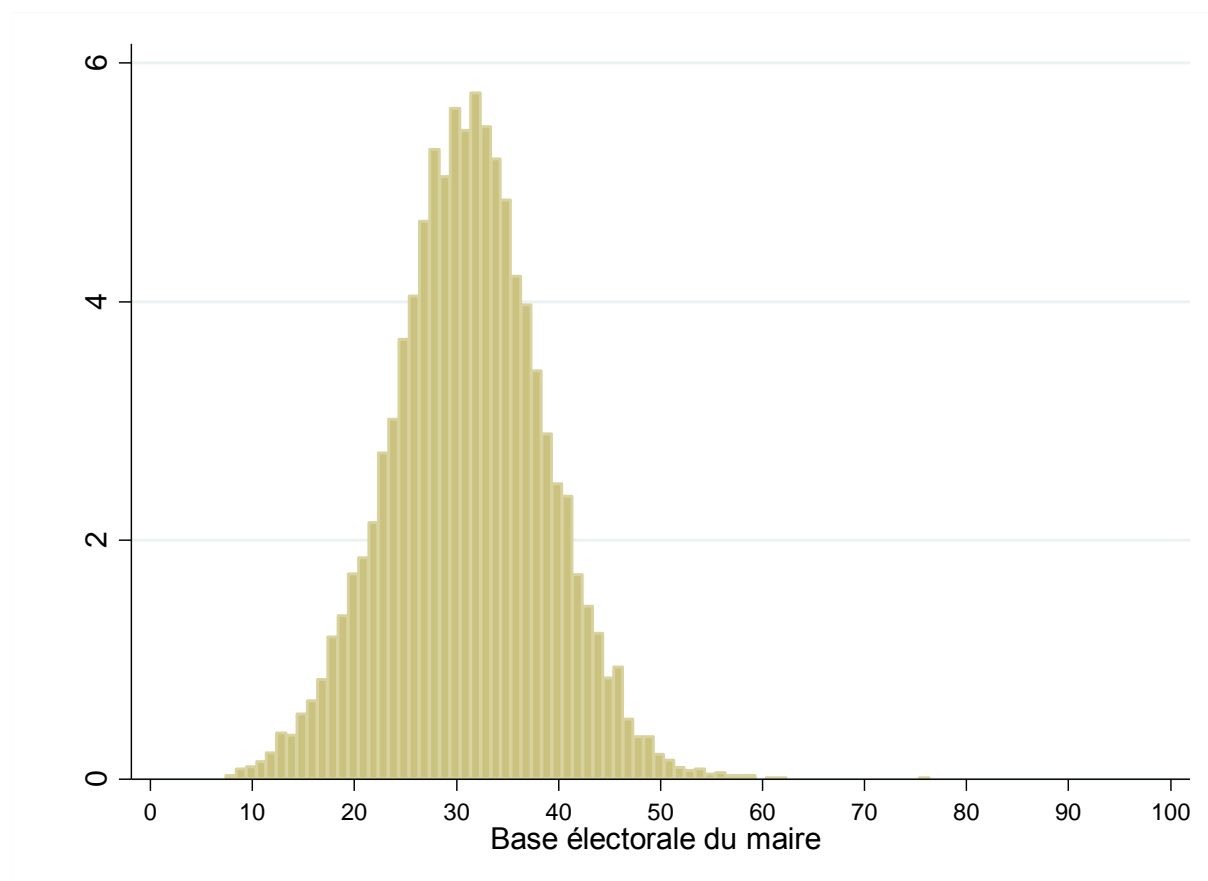
de la population communale, et que même avec une référence plus restreinte leur soutien moyen ne dépasse pas la majorité de la population. Encore plus impressionnant, l'amplitude de la base électorale des maires est très grande. Dans deux communes, Roubaix et Aubervilliers, le maire a obtenu le soutien de moins de 8% de la population communale totale. A l'inverse, le maire de Péri en Corse peut se prévaloir du soutien des trois-quarts de la population communale.

**Tableau 1 : Description de la base électorale en fonction de la population de référence (N=9 585)**

Base électorale rapportée à ...	moyenne	Écart-type	min	Max
la population totale	31,13	7,49	7,38	76,26
la population des + de 18 ans	40,37	9,80	9,89	97,05
la population pouvant voter (nationalité et âge)	41,56	9,66	12,55	99,91
la population des inscrits	41,31	8,31	14,92	76,74

Au final, la distribution des communes selon la taille de la base électorale, définie par rapport à la population totale, de leur maire élu en 2014 est présentée dans la **Erreur ! Référence non valide pour un signet..**

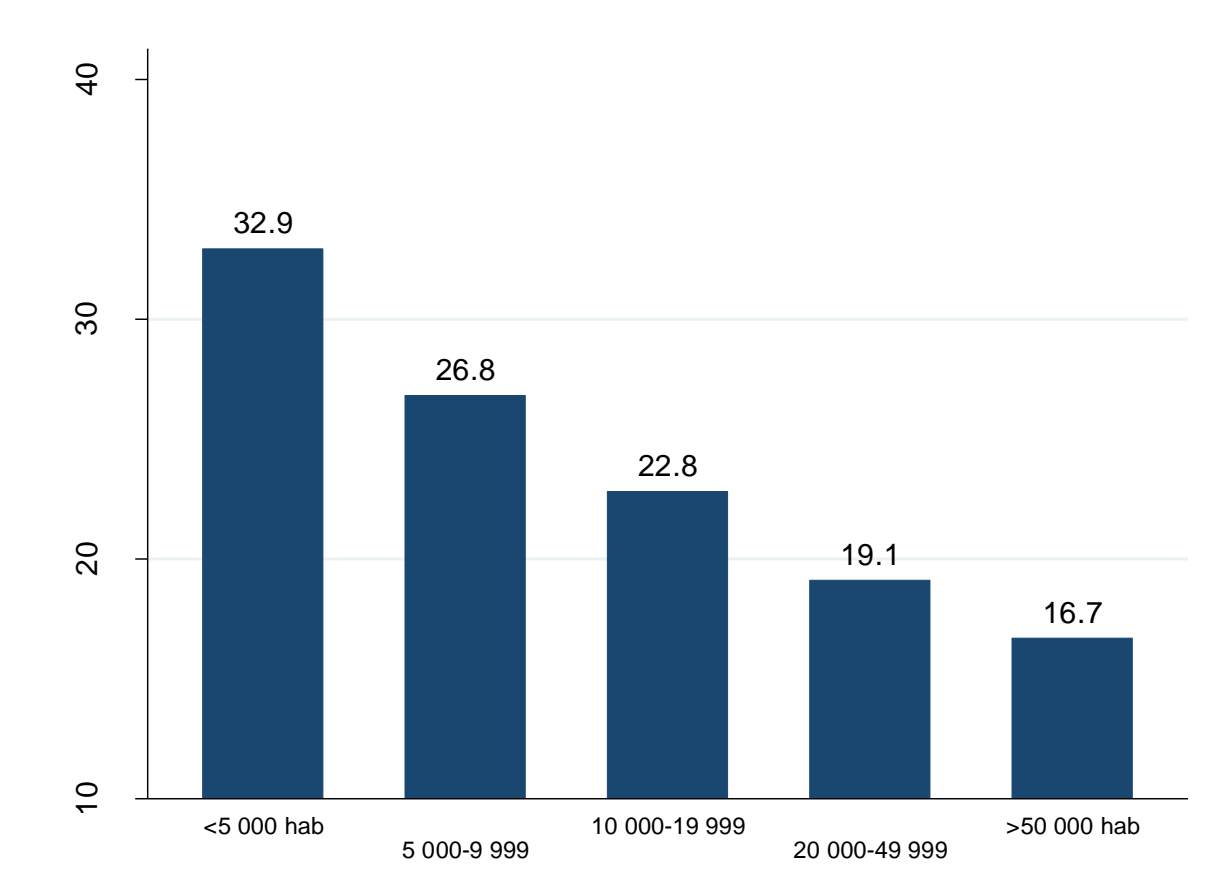
**Figure 2 : Distribution de la base électorale rapportée à la population totale (N= 9 585)**



Ce graphique permet de constater l'importance de la variance de la base électorale des maires entre les différentes communes. Il existe des communes où la base électorale des maires est très réduite (de l'ordre de 10-20%) et d'autres où, au contraire, elle est très importante (de l'ordre de 50-60%).

L'objectif de cette étude est d'étudier dans quelle mesure la taille de la base électorale des maires des communes françaises se distinguent selon les caractéristiques de la commune et en particulier le niveau de pauvreté et d'inégalité des revenus. En premier analyse, nous pouvons illustrer ces effets au travers de deux caractéristiques. La première est la taille de la commune, définie à partir de sa population (Figure 3). On constate que la base électorale du maire diminue fortement avec la taille de la commune. De presque un tiers dans les communes de moins de 5000 habitants, elle chute à 17% dans les communes de plus de 50 000 habitants.

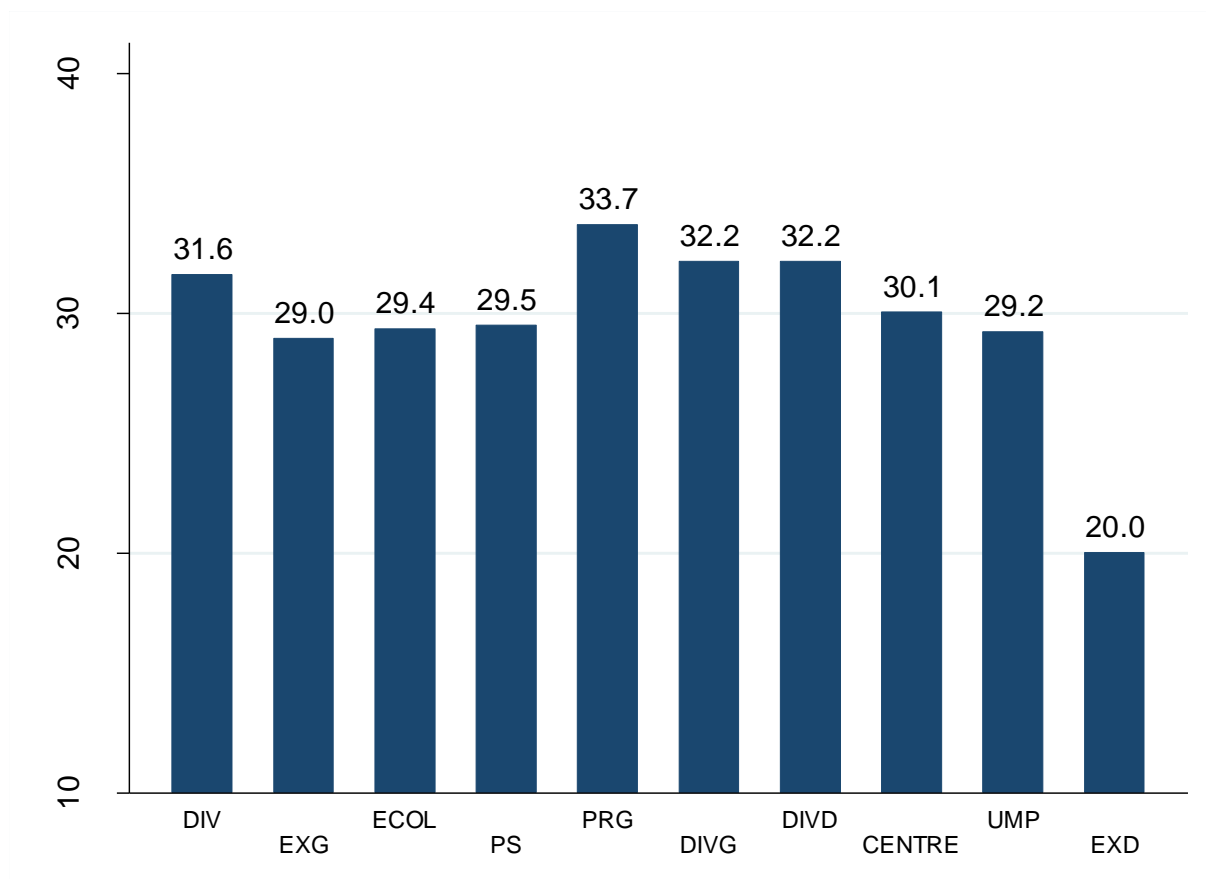
**Figure 3 : Base électorale des maires élus en 2014 rapportée à la population totale et taille de la commune (N= 9 585)**



La seconde caractéristique porte sur l'étiquette politique du maire élu (figure 4). Ce sont les candidats d'extrême droite qui ont le soutien le plus faible par rapport à leur population administrée sans que l'on puisse dire si cela s'explique par des choix de vote plus dispersés ou par une mobilisation plus faible. Les maires de gauche ont une base électorale proche entre 29 et 29.5% à

l'exception des maires PRG dont la base électorale moyenne est la plus élevée de l'échantillon. Les divers, de gauche ou de droite voire sans étiquette, ont également une base électorale moyenne proche.

**Figure 4 : Base électorale des maires élus en 2014 rapportée à la population totale selon l'étiquette partisane (N= 9 585)**



#### ***4 Les facteurs de la base électorale, pauvreté et inégalité***

La base électorale du maire fournit une estimation du soutien électoral ou de la représentativité du maire au sein de sa commune. Cette base électorale dépend donc des caractéristiques de la population de la commune, notamment l'âge et la nationalité, qui dépend elle-même de la politique publique locale qui est menée, des efforts d'inscription de la population et de la municipalité, des efforts de mobilisation des listes en compétition et des efforts de persuasion de la liste gagnante.

Traditionnellement, la science politique s'attache à expliquer les logiques des différentes étapes qui conduisent au résultat final de l'élection, et ce, de manière séquentielle. La limite de cette approche est qu'elle ne prend pas en compte les effets d'agrégation qui peuvent se produire concernant les

facteurs. Par exemple, le niveau de pauvreté de la population peut avoir une incidence sur l'inscription et la participation électorale et avoir une influence sur les choix de vote. En ce sens, l'intérêt de raisonner en termes agrégés au niveau de la base électorale du maire élu dépasse les explications séquentielles et habituelles de chacune des étapes (l'inscription, de la participation et des choix de vote). De plus, du fait de ces effets d'agrégation, il y a une incertitude quant à l'influence finale de différents facteurs sur la base électorale.

Trois groupes de facteurs susceptibles d'influencer cette base électorale peuvent être distingués. Il y a tout d'abord les caractéristiques des populations qui relèvent de facteurs d'ordre démographique, tels que l'âge ou le genre. Il y a ensuite les facteurs d'ordre socio-économique qui conditionnent largement les processus de socialisation politique et donc, in fine, les comportements. Enfin, il y a les variables contextuelles ou tout simplement les caractéristiques du territoire dans lequel s'élaborent et s'expriment les comportements de participation politique. Si l'influence de ces facteurs se manifeste au niveau des comportements individuels, leur effet va se retrouver agrégé au niveau des territoires et peuvent donc permettre d'expliquer le niveau des bases électorales et la variance d'une commune à l'autre.

L'objectif ici n'est pas d'étudier l'influence de l'ensemble des facteurs mais de se concentrer sur l'étude des relations pouvant exister entre la pauvreté et l'inégalité des revenus et la base électorale des maires. L'influence de ces variables peut se manifester à travers des effets individuels et des effets contextuels. Par la suite, nous présentons les effets déjà mis en évidence du niveau de pauvreté et des inégalités sur les différentes étapes de la constitution de la base électorale d'un élu.

Le niveau de pauvreté d'une commune n'est que l'agrégation de la situation socio-économique des habitants de la commune. Une commune affichant un fort niveau de pauvreté est donc une commune abritant une importante population défavorisée. Or, tous les travaux de sociologie électorale l'atteste, la mobilisation politique est plus faible parmi les populations les moins bien insérées ou, inversement, les classes sociales les plus favorisées ont une plus forte probabilité d'être inscrites et de participer aux élections. On peut donc s'attendre, par simple agrégation des comportements individuels, que la base électorale des maires soit plus faible dans les communes où la population est plus pauvre. Il est possible que l'influence de la pauvreté transite également par le biais des choix électoraux des habitants de la commune et le fait que la base électorale est d'autant plus faible que le scrutin fut serré. Cependant, les travaux sur le vote des classes populaires ne permettent pas de conclure quant à la relation entre pauvreté et choix électoraux. Le troisième canal par lequel le niveau de pauvreté de la commune peut influencer la base électorale du maire se manifeste par le biais de possibles effets de voisinage. L'effet de voisinage se matérialise par

l'influence que peuvent avoir, à travers les interactions sociales, les caractéristiques du voisinage sur les comportements individuels. De nombreuses études avancent alors l'hypothèse que la composition sociale du territoire peut, par les effets de diffusion, de contagion ou le rôle des normes sociales, contribuer à renforcer dans un sens positif ou négatif l'effet du statut social sur les comportements électoraux<sup>4</sup>. Les individus, quel que soit leur statut social, résidant dans des quartiers favorisés et donc fortement mobilisés seraient poussés à participer politiquement. Inversement, les quartiers défavorisés verraient les effets de voisinage renforcer l'effet de statut social contribuant à faire de ces quartiers des lieux de démobilisation politique. Comme le notent de nombreux auteurs<sup>5</sup>, l'isolement devient le trait dominant des quartiers les plus pauvres et cet isolement se manifeste sur le plan social mais également politique, la désaffiliation sociale contribuant à renforcer la démobilisation politique. Ces effets de voisinage suggèrent donc une influence additionnelle de la pauvreté sur la base électorale. Mais ce sont surtout ces effets de voisinage qui peuvent permettre d'expliquer que la base électorale soit fonction du niveau d'inégalité des revenus au sein de la commune.

Le niveau d'inégalité des revenus peut être considéré comme un indicateur des différences de statut social entre les habitants de la commune et donc, *in fine*, du niveau d'hétérogénéité socio-économique existant dans la commune. Les travaux sur les effets de voisinage en matière électorale ont également montré comment le degré d'hétérogénéité pouvait exercer une influence sur les comportements électoraux. Mais en ce domaine, les propositions théoriques sont plus controversées. Selon une première thèse, l'hétérogénéité du territoire est associée à une plus forte mobilisation politique<sup>6</sup> via l'impact de l'hétérogénéité sur le niveau de compétition politique. Il est ainsi vraisemblable qu'une population fortement hétérogène aura des intérêts politiques différents et défendra des enjeux plus conflictuels. Il faut donc s'attendre à ce que le scrutin soit plus serré et partant la mobilisation plus élevée. Le résultat sur la base électorale est dès lors ambigu, les deux effets de l'hétérogénéité jouant en sens inverse, l'un pour accroître la base via une plus forte participation et l'autre pour la réduire, via un scrutin plus serré. La thèse de l'hétérogénéité du voisinage comme facteur exogène de mobilisation politique s'oppose à de nombreux autres travaux qui avancent, au contraire, que l'hétérogénéité est source de démobilisation. Ainsi différents auteurs soulignent que les individus exposés à des préférences politiques en désaccord avec les leurs sont

---

<sup>4</sup> Yvette Alex-Assensoh, « Race, Concentrated Poverty, Social Isolation, and Political Behavior », *Urban Affairs Review*, 1997, 33 (2): 209-227.

<sup>5</sup> Voir par exemple Cathy J. Cohen et Michael C. Dawson, "Neighborhood Poverty and African American Politics." *American Political Science Review*, 1993, 87(2): 286-302.

<sup>6</sup> J. Eric Oliver, "The Effects of Metropolitan Economic Segregation on Local Civic Participation", *American Journal of Political Science*, 1999, 43(1): 186-212 et Daniel Rubenson, « Community Heterogeneity and Political Participation in American Cities », Presented to the 2004 Canadian Political Science Association Meeting, Winnipeg 3-5 June 2004.

moins incités à se mobiliser. Ils veulent ainsi éviter les problèmes de dissonance cognitive<sup>7</sup> ou les conflits liés aux contre-pressions provenant de leur entourage<sup>8</sup>. Au final, il semble donc difficile de prévoir théoriquement quel peut être le signe de la relation entre inégalité et base électorale.

Au final, si l'analyse théorique suggère un effet négatif de la pauvreté sur la base électorale du maire, la relation entre inégalité et base électorale est quant à elle ambiguë. L'analyse empirique menée dans la section suivante se propose d'évaluer ces propositions théoriques.

## **5 Analyse empirique : les facteurs de la base électorale des maires élus en 2014**

L'objectif de l'analyse empirique est de tester la validité des hypothèses théoriques formulées précédemment et d'évaluer la nature des relations entre pauvreté et inégalité d'une part et base électorale des maires élus en 2014 d'autre part. Cette section présente tout d'abord les variables utilisées puis se concentre ensuite sur la discussion des résultats de l'estimation.

### **5.1 Les variables explicatives**

Les variables d'intérêt sont le niveau de pauvreté et d'inégalité. Pour la pauvreté, nous avons considéré le revenu fiscal médian de la population de la commune. Ce revenu est d'autant plus élevé que la commune abrite une population économiquement favorisée. Il existe des écarts importants de revenu entre les communes car, si en moyenne le revenu médian sur notre échantillon de 9 586 communes est de 31 825 euros par an, la commune la plus riche, Saint Nom la Bretèche a un revenu de 82 813 € et la plus pauvre de 14 710 € (Sainte Foy la Grande en Gironde ). Après une étude exploratoire, nous avons introduit la variable revenu médian élevée au carré en plus de la variable d'origine pour prendre en compte le fait que la relation entre pauvreté et base électorale n'est pas linéaire. Dit autrement, l'effet de la richesse sur la base électorale doit avoir une forme en U inversé : la base électorale étant plus faible pour les communes pauvres et les communes riches, elle est plus élevée pour les communes intermédiaires.

Concernant les inégalités de revenu, elles sont mesurée par le rapport inter-décile qui correspond au rapport entre le revenu moyen des 10% les plus riches et le revenu moyen des 10% les plus pauvres

<sup>7</sup> Scott D. McClurg, "Political Disagreement in Context: The Conditional Effect of Neighborhood Context, Disagreement and Political Talk on Electoral Participation", *Political Behaviour*, 2006, 28: 349-36, Stacy G. Ulbig, Carolyn L. Funk, "Conflict Avoidance and Political Participation". *Political Behavior*, 1999, 21 (3):265-82 et C.J. Pattie et R.J. Johnston, "Conversation, Disagreement and Political Participation", *Political Behavior*, 2009, 31(2): 261-285.

<sup>8</sup> Robert R. Huckfeldt, "Political Participation and the Neighborhood Social Context", *American Journal of Political Science*, 1979, 23(3): 579-592 et Diana C. Mutz, "The Consequences of Cross-Cutting Networks for Political Participation", *American Journal of Political Science*, 2002, 46(4): 838-855.

(revenu fiscal). Ce rapport est d'autant plus élevé qu'il existe un écart important entre le niveau de vie de la population riche et de la population pauvre de la commune, ou dit autrement que les inégalités de revenu sont fortes. Dans les communes de notre échantillon, il varie entre 2.52 et 27 359. Compte tenu de l'étendue de cette plage de valeur, nous avons choisi de considérer cette variable en logarithme, c'est-à-dire de réduire l'échelle d'amplitude de la variable. Il faut noter que cette information n'est disponible que pour 5049 communes parmi les 9 586 de l'échantillon du fait du seuil du secret fiscal de 20 foyers fiscaux qui est souvent atteint dans les petites communes.

Pour mener à bien l'analyse empirique, il est nécessaire de prendre en compte les autres facteurs susceptibles d'avoir une influence sur la base électorale du maire. Les facteurs retenus dans cette étude sont les suivants.

Concernant les caractéristiques structurelles de la commune, nous avons retenu quatre variables. Premièrement, il s'agit de la taille de la population. Cette variable vise à tenir compte de la manière dont la taille de la commune influence la base électorale du maire et donc le soutien politique dont il dispose. Ensuite, la mesure de la densité de population est un indicateur complémentaire de la situation démographique des communes. Les communes affichant les plus fortes densités de population ne sont pas forcément les communes les plus peuplées, mais ce sont en revanche les plus urbaines. Il est de ce fait difficile d'avancer a priori des arguments en faveur d'une relation particulière entre la densité et la base électorale du maire. Troisièmement, l'information sur la catégorie de la commune prend en compte le type d'urbanité des communes en reprenant la distinction faite par l'INSEE entre les communes des grandes aires urbaines, les communes des autres aires urbaines, les communes péri-urbain et les autres communes. Enfin, la part des résidences secondaires au sein des résidences de la commune doit avoir une incidence sur la base électorale du maire. En effet, on peut s'attendre à ce que les bases électorales des maires soient de taille plus importante pour les maires des communes abritant une forte proportion de résidences secondaires. Les propriétaires de résidence secondaire sont recensés dans la commune de leur résidence principale mais peuvent choisir de s'inscrire pour voter dans la commune de leur résidence secondaire. Leur vote contribue à accroître la taille de la base électorale car ces personnes sont comptées parmi les votants (numérateur de l'indicateur de la base électorale) et pas dans la population totale (dénominateur de la base électorale).

Les variables sociodémographiques utilisées sont au nombre de quatre. L'importance des jeunes au sein de la population communale est la première. On peut, en effet, s'attendre à ce que la base électorale des maires soit d'autant plus faible que la population de la commune comprend plus de jeunes à la fois qu'il est probable qu'un grand nombre d'entre eux, bien que recensés dans la commune, n'y soient pas inscrits et parce que les jeunes sont peu mobilisés électoralement,

notamment dans le cadre des municipales. La part de retraités est la seconde puisqu'on peut s'attendre à ce que la base électorale des maires soit d'autant plus importante que la part des retraités habitant dans la commune est élevée à la fois parce que les retraités, moins mobiles sont le plus souvent mieux inscrits sur les listes électorales mais également parce que la participation politique augmente avec l'âge (par un effet d'âge ou de cohorte). Enfin nous intégrons également l'importance de la population étrangère. Bien que ne participant pas à la décision publique, la population étrangère, peut exercer une influence sur les comportements électoraux des habitants détenteurs du droit de vote. Il s'agit là clairement d'un effet de voisinage qu'il semble intéressant de prendre en compte dans l'analyse.

Les variables politiques sont au nombre de trois. En premier lieu, il s'agit du sexe du maire élu. Cette variable binaire indique le genre du maire élu et prend la valeur 1 s'il s'agit d'un homme (et 0 s'il s'agit d'une femme). Il n'y a pas d'effet attendu concernant cette information. La deuxième variable politique correspond au fait que le maire élu en 2014 est un nouveau maire. Compte tenu des cycles municipaux (Martin, année), nous nous attendons à ce que la base des nouveaux maires soit plus restreinte. Enfin, nous prenons également en compte la couleur politique du maire élu. Nous avons repris les familles politiques identifiées dans la base du Ministère de l'Intérieur en procédant à quelques regroupements.

## 5.2 Résultats

Le tableau 2 présente les résultats de l'estimation de la base électorale des maires élus en 2014. Les résultats obtenus confirment l'influence essentielle de la situation des communes en matière de pauvreté et d'inégalité pour expliquer la taille des bases électorales. Les résultats concernant les variables de contrôle apportent également des éclairages intéressants sur certains des autres facteurs explicatifs des bases électorales.

**Tableau 2 : estimation de la base électorale (rapportée à la population totale) des maires élus en 2014.**

	coefficient	se
Log Rapport interdécile	-0,53 **	(0,223)
Revenu median	0,52 ***	(0,069)
Revenu median <sup>2</sup>	-0,0000055 ***	(-0,000000899)
densité	-0,0002 ***	-0,0001
% des résidences secondaires	0,08 ***	(0,007)
% des 18 25 ans	-0,46 ***	(0,044)
% des étrangers	-0,45 ***	(0,023)

% des retraités	0,1 ***	(0,016)
Le maire est un homme	1,25 ***	(0,219)
Le maire est nouveau	-2,99 ***	(0,154)
Étiquette du maire (divers référence)		
ext. Gauche	0,54	(0,47)
écologistes	-1,23	(1,032)
PS	-0,93 ***	(0,318)
PRG	1,12	(0,805)
div. Gauche	-0,11	(0,313)
div. Droite	0,2	(0,28)
Centre	0,66 *	(0,373)
UMP	0,49	(0,315)
ext. Droite	-0,61	(1,502)
taille (<5 000 hab. comme référence) :		
5 000-9 999	-2,51 ***	(0,197)
10 000-19 999	-4,87 ***	(0,29)
20 000-49 999	-5,88 ***	(0,399)
>50 000 hab	-5,03 ***	(0,614)
type de commune (commune de grande aire urbaine comme référence) :		
com. autre aire urbaine	-0,17	(0,268)
com. périphérie urbaine	-0,53 ***	(0,188)
autres com.	0,25	(0,336)
constante	22,35 ***	(1,845)
N = 5 049 ; adj. R <sup>2</sup> = 0,51		

Le tableau 2 permet de noter l'existence d'une relation positive et très significative entre le revenu médian de la commune et la taille de la base électorale et une relation négative et très significative avec le carré du revenu médian. Cela signifie que la relation entre les deux grandeurs n'est pas linéaire, et plus précisément elle a une forme en U inversé. Les maires des communes les plus pauvres et des communes les plus riches recueillent un moindre soutien public que les maires des communes intermédiaires.

Concernant les inégalités de revenu, on constate que la base électorale du maire diminue avec le niveau d'inégalité de la commune. Comme on le voit dans l'estimation, le coefficient associé à la variable « Rapport interdécile » est négatif et très significatif indiquant que plus ce rapport est élevé et plus la base électorale des maires est faible. Une augmentation de 1% du rapport interdécile va de pair avec une diminution de 0,5 points de pourcentage de la base électorale du maire. Dit autrement, plus l'écart entre riches et pauvres est élevé et donc plus les inégalités de revenu sont importantes et moins le maire élu dispose de soutien politique au sein de sa commune.

Les résultats obtenus concernant les variables de contrôle sont pour la plupart conformes à ce qui était attendu. On ne va donc insister ici que sur les résultats les moins attendus.

Concernant tout d'abord les variables sociodémographiques, on constate que la base électorale du maire est plus faible dans les communes qui comportent une forte proportion de jeunes et plus élevée dans celle comportant une forte proportion de retraités. Ces résultats étaient attendus et méritent moins de discussion que celui concernant la proportion d'étrangers. En théorie, il n'y a pas de raison que la base électorale des maires diffère de manière significative selon que ces élus sont des femmes ou des hommes. Et pourtant les résultats présentés dans le tableau 5 permettent de constater que les maires hommes disposent d'une base électorale plus étendue que leurs consœurs. La différence est faible, de l'ordre de 1,1 points de pourcentage, mais significative sur le plan statistique. La base électorale est calculée ici, comme il l'a été expliqué plus haut, en pourcentage de la population municipale totale. Le résultat de l'estimation présentée dans le tableau 2 montre clairement l'existence d'une relation négative significative entre la part des étrangers et la base électorale. Dit autrement, les communes abritant le plus d'étrangers ont en moyenne des bases électorales plus réduites.

Deux arguments peuvent être évoqués pour expliquer ce résultat. Le premier est d'ordre socio-économique. Les communes qui accueillent la plus forte proportion d'étrangers sont très souvent des communes abritant une population socialement défavorisée. Or comme l'ont montré de nombreux travaux de sociologie électorale, l'insertion socio-économique est un puissant facteur explicatif de la mobilisation politique.

La relation entre proportion d'étrangers et base électorale ne passe pas seulement par le biais du facteur social. Il s'avère également que la présence d'une importante population étrangère, parce qu'elle n'a pas le droit de vote, exerce une influence négative sur la propension à la participation électorale. En effet cela signifie que dans certaines familles, seuls certains des membres, notamment les plus jeunes, disposent de la nationalité française et donc du droit à l'inscription électorale. On a ici les effets de contexte mis en lumière dans une précédente étude<sup>9</sup>. Dans cette étude, il est montré que le taux de participation aux élections est significativement plus faible dans les communes comprenant une forte proportion d'étrangers.

Concernant les variables contextuelles mesurant les caractéristiques de la commune, on constate que la base électorale des maires est plus élevée dans les petites communes (moins de 5000 habitants) que dans les autres types de commune. Elle est également plus faible dans les communes des grandes aires urbaines que dans les autres aires urbaines ou les communes du péri-urbain et dans les communes les plus denses. Enfin, concernant la dernière variable contextuelle, la part des résidences secondaires, on peut noter, comme on s'y attendait, que la base électorale des maires est plus importante dans les communes abritant une forte proportion de résidences secondaires.

---

<sup>9</sup> Voir Fauvelle-Aymar Christine et Abel François, *Inscription sur les listes électorales et participation dans les ZUS. Une étude sur données individuelles pour les élections présidentielles de 2012*, Rapport pour l'Acisé (2013).

Enfin, concernant les variables politiques, certains résultats intéressants émergent. Ainsi, on constate que les maires nouvellement élus ont une base électorale plus faible indiquant donc qu'ils ont été moins bien élu et disposent donc de moins de soutien politique que les maires qui ont été réélus. L'explication en est certainement à rechercher dans l'existence de cycles électoraux municipaux (P.Martin, année). La base électorale des maires n'est pas à son maximum lors de la première élection mais elle doit augmenter pour les seconde et troisième élections. Il est probable qu'elle se réduise ensuite. On observe également, et ce résultat semble difficile à expliquer, que les hommes disposent d'un soutien politique plus important que les femmes élues maires. Il pourrait s'agir d'effets de sélection, les partis politiques octroyant les têtes de liste dans les municipalités plus faciles aux candidats masculins. Enfin, il n'existe guère de relation entre l'appartenance politique du candidat élu et son soutien politique, sauf en ce qui concerne les maires socialistes qui, toutes choses égales par ailleurs, affichent des bases électorales plus faibles. Il faut voir dans ce résultat le reflet de la conjoncture politique de 2014 peu favorable à l'encontre du parti au pouvoir.

## **6 Conclusion**

La base électorale des maires, définie comme le rapport entre les voix du candidat élu et la population totale de la commune, est un bon indicateur du soutien politique dont le maire dispose parmi ses administrés. Cette étude a permis de constater que la base électorale des maires des communes, issues des élections municipales de 2014, varie fortement entre les communes françaises.

L'objet de cette étude était d'analyser les relations entre la base électorale et la pauvreté et les inégalités de revenu. L'étude empirique permet de conclure que, toutes choses égales par ailleurs, les maires des communes les plus pauvres et affichant un plus fort niveau d'inégalité disposent d'un plus faible niveau de soutien politique. Les populations les moins bien insérées sur le plan socio-économique connaissent un plus faible taux d'inscription et de participation électorale. L'étude menée ici établit que l'effet de la pauvreté a des conséquences au niveau agrégé. L'influence démobilisatrice de la pauvreté sur les comportements individuels se retrouve à l'échelle des communes à travers la base électorale plus faible des maires des communes pauvres. Dans ces communes une large part de la population ne prend pas part aux décisions concernant l'élaboration des politiques municipales. On peut alors se demander dans quelle mesure ces politiques municipales, en retour, prennent en compte ces populations situées hors du jeu politique. Il serait donc intéressant d'étudier dans quelle mesure les politiques publiques menées à l'échelle municipale se différencient selon le niveau de pauvreté de la commune.

Le deuxième résultat intéressant de cette étude concerne les inégalités de revenu. Les communes les plus inégalitaires sont celles où, toutes choses égales par ailleurs, le maire dispose d'un plus faible soutien politique. Si l'on considère qu'une forte inégalité est le signe d'une forte hétérogénéité de la population communale sur le plan socio-économique, l'étude atteste alors de l'influence significative de l'hétérogénéité sur les comportements et les résultats électoraux. Les maires des communes les plus hétérogènes sont moins bien élus parce qu'à la fois cette hétérogénéité est associée à la moindre mobilisation politique des habitants de la commune, dans la logique des thèses du capital social, et parce que cette hétérogénéité conduit à des scrutins plus serrés, du fait des conflits au sein de la population. Ces deux effets viennent se rajouter et il n'est pas possible de savoir lequel est le plus important. Par ailleurs, on peut noter que, comme la corrélation entre inégalité et pauvreté n'est pas avérée, l'explication de ces résultats est bien à rechercher dans l'influence de l'hétérogénéité socio-économique, et non comme la conséquence du niveau de pauvreté de la commune. On aboutit alors à une situation où les maires les plus susceptibles d'être confrontés à la prise de décisions conflictuelles liés à la forte inégalité des revenus et donc aux préférences en termes de politique publique différentes qui en résultent, sont également ceux qui, en retour disposent du moins de soutien politique.

## **7. Références**

A compléter